



Bruxelles, le 1.12.2023
C(2023) 8135 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 1.12.2023

**relative au financement du plan d'action pluriannuel dans le domaine de l'éducation en
faveur du Groenland pour la période 2024-2025**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 1.12.2023

relative au financement du plan d'action pluriannuel dans le domaine de l'éducation en faveur du Groenland pour la période 2024-2025

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu la décision (UE) 2021/1764 du Conseil du 5 octobre 2021 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à l'Union européenne, y compris les relations entre l'Union européenne, d'une part, et le Groenland et le Royaume de Danemark, d'autre part², et notamment son article 82,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre du partenariat UE-Groenland dans le domaine de l'éducation 2024-2025, il y a lieu d'adopter une décision de financement pluriannuelle, qui constitue le programme de travail pluriannuel pour 2024 et 2025. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE³.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel pour la période 2021-2027⁴, qui établit la priorité suivante: Éducation.
- (4) Les objectifs poursuivis par le plan d'action pluriannuel à financer au titre de la décision (UE) 2021/1764 doivent contribuer au développement inclusif et durable du Groenland en relevant le niveau d'éducation de sa population.
- (5) L'action intitulée «Partenariat UE-Groenland dans le domaine de l'éducation 2024-2025» contribuera au développement inclusif et durable du Groenland et à la diversification de son économie en soutenant le secteur de l'éducation. Elle renforcera la prospérité et le bien-être collectifs, ainsi que les compétences de la jeune main-

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 355 du 7.10.2021, p. 6.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision d'exécution de la Commission relative au programme indicatif pluriannuel en faveur du Groenland pour la période 2021-2027, C(2021)9159 final du 15 décembre 2021.

d'œuvre existante, en s'appuyant sur la coopération antérieure entre l'UE et le Groenland dans ce domaine.

- (6) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (7) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (8) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité PTOM créé par l'article 90 de la décision (UE) 2021/1764,

DÉCIDE:

Article premier
Le plan d'action

La décision de financement pluriannuelle, constituant le plan d'action pluriannuel pour la mise en œuvre du programme dans le domaine de l'éducation en faveur du Groenland pour les années 2024 et 2025, telle qu'elle figure en annexe, est adoptée.

Le plan d'action comporte l'action suivante: partenariat UE-Groenland dans le domaine de l'éducation 2024-2025 figurant en annexe.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour les années 2024 (30 000 000 EUR) et 2025 (41 250 000 EUR) est fixé à 71 250 000 EUR au total, à financer par les crédits inscrits sur la ligne 14 05 03 00 du budget général de l'Union.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

La mise en œuvre de la présente décision est subordonnée à la disponibilité des crédits:

- (a) qui sont prévus dans le projet de budget général de l'Union pour 2024, après l'adoption de celui-ci par l'autorité budgétaire, ou qui sont prévus par le régime des douzièmes provisoires;
- (b) qui sont prévus dans le budget général de l'Union pour 2025, après l'adoption de celui-ci par l'autorité budgétaire.

Article 3
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, chaque exercice étant pris séparément, ou les modifications cumulées⁵ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du

⁵ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

règlement financier pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 1.12.2023

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission